

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Maurice LANDEL
PRÉFECTURE des CÔTES-du-NORD

Direction des Actions de l'Etat

3ème Bureau
Urbanisme et Cadre de Vie

ARRÊTÉ

20 FEV. 1984

Poste : 2544
AP/JP

83.1.4.IC.531

Le Préfet,
Commissaire de la République
du département des Côtes-du-Nord,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi, notamment ses articles 20 et 18 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1970, autorisant M. Yves PHILIPPE à exploiter à PLOUFRAGAN au lieu-dit "Saint-Barthélémy", la pisciculture du Moulin du Pré-Aly, installation classée pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 9 novembre 1983, complété le 5 décembre 1983 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental d'hygiène en sa séance du 16 décembre 1983 ;
- VU la consultation du 30 décembre 1983 de l'exploitant en application l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et ses observations en date du 13 janvier 1984 par l'intermédiaire de son représentant, Me LE MOAL ;
- CONSIDERANT que la pisciculture du Moulin de la Roche, au lieu-dit Saint-Barthélémy" en TREMUSON, est exploitée depuis 1949 par M. Yves PHILIPPE ;
- CONSIDERANT qu'une augmentation notable de la production de l'élevage est de nature à porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 en ce qui concerne la qualité de l'eau
- SUR la proposition de M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1970 susvisé, est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article :

M. Yves PHILIPPE demeurant au "Moulin de la Roche" en TREMUSON, est autorisé à exploiter une pisciculture située :

-
- 1) pour partie au lieu-dit "Saint-Barthélémy" en PLOUFRAGAN,
Le Moulin du Pré Aly
section A N° 805 du plan cadastral;
 - 2) pour partie au lieu-dit "Saint-Barthélémy" en TREMUSON
et PLOUFRAGAN
Le Moulin de la Roche
TREMUSON, section B N° 859 à 866, 869 et 870
PLOUFRAGAN, section A N° 268, 269 du plan cadastral,

installation classée pour la protection de l'environnement, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- a) conformité pour l'exploitation de cet élevage aux mémoires et plans annexés à l'arrêté préfectoral du 21 Octobre 1970, lorsqu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté;
- b) la production de l'ensemble ne pourra excéder la production antérieure au 21 Octobre 1970 et sera au maximum de 50 tonnes de truites portions par an;
- c) le rejet de la pisciculture devra respecter les conditions suivantes :
 - . ne pas porter à plus de 0,5 mg/l la teneur en ammoniacque du cours d'eau récepteur 100 mètres après l'effluent provenant de la pisciculture,
 - . ne pas dépasser 1mg/l la teneur en ammoniacque de l'effluent provenant de la pisciculture.

ARTICLE 2 - Auto-contrôles

La teneur en ammoniacque Ion NH_4^+ sera mesurée en mg d'azote ammoniacal par litre d'eau. Cette mesure pourra être effectuée avant le premier repas du matin, sur le cours d'eau récepteur, 100 mètres après le point de rejet des effluents de la pisciculture :

- tous les deux jours et au moins trois fois par semaine pendant la période d'étiage, du 14 Juillet au 1er Novembre,
- au moins une fois par quinzaine, pendant le reste de l'année.

Ces mesures seront faites au moyen d'une trousse de mesure rapide (colorimétrie) ou tout autre dispositif ayant reçu l'agrément de l'Inspecteur des Installations classées. Elles seront inscrites sur un registre et seront communiquées chaque mois à l'Inspecteur des Installations classées.

Faute de mesure directe, ces conditions seront réputées remplies lorsque la distribution quotidienne de nourriture en granulés (ou équivalent) n'aura pas dépassé 0,75 Kg/litre/seconde de débit de la rivière.

ARTICLE 3 - Les prescriptions contenues dans les articles 2 et suivants de l'arrêté du 21 Octobre 1970 susvisé sont maintenues.

/.....

Maurice LANDEL
Commissaire-enquêteur

.....
ARTICLE 4 - La prescription de l'article 1^b est applicable à compter du 1er Juillet 1984. Les autres prescriptions de l'article 1er et celles des articles 2 et 3 sont immédiatement applicables.

ARTICLE 5 - L'exploitant devra déposer un dossier de régularisation administrative pour l'ensemble de son exploitation avant le 29 Février 1984.

ARTICLE 6 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives des mairies de TREMUSON et PLOUFRAGAN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de ces deux mairies pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. Yves PHILIPPE.

Un avis sera inséré par les soins du Commissaire de la République et aux frais de M. Yves PHILIPPE dans deux journaux d'annonces légales du Département.

ARTICLE 7 - M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,
M. le Maire de TREMUSON,
M. le Maire de PLOUFRAGAN,
M. le Directeur des Services Vétérinaires,
Inspecteur des Installations classées,
M. le Directeur départemental de l'Agriculture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Yves PHILIPPE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le - 7 FEV. 1984

LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
Pour le Commissaire de la République,
le Secrétaire Général

Signé Yves HENRY

POUR COPIE CONFORME
L'attaché, chef de bureau



[Handwritten signature]